

Atouts et défis des Hauts-de-France

Près d'un salarié sur deux des services à haute valeur ajoutée travaille dans la métropole lilloise

Couvrant l'ensemble des prestations intellectuelles à destination des entreprises, les services à haute valeur ajoutée (SHVA) emploient 9,5 % des salariés des Hauts-de-France, soit 176 000 emplois. Ce poids du secteur, inférieur à la moyenne de France de province (10,5 %), place la région au 8^e rang au niveau national. Ce secteur est composé de postes fortement métropolitains faisant appel à des niveaux de qualification élevés, dont un sur deux est concentré au sein de la métropole lilloise. Si le nombre important d'activités de sièges sociaux constituent une spécificité de la région, les activités de recherche-développement sont, à l'inverse, en retrait.

Jean-Marc Mierlot, Cédric Tassart, Insee

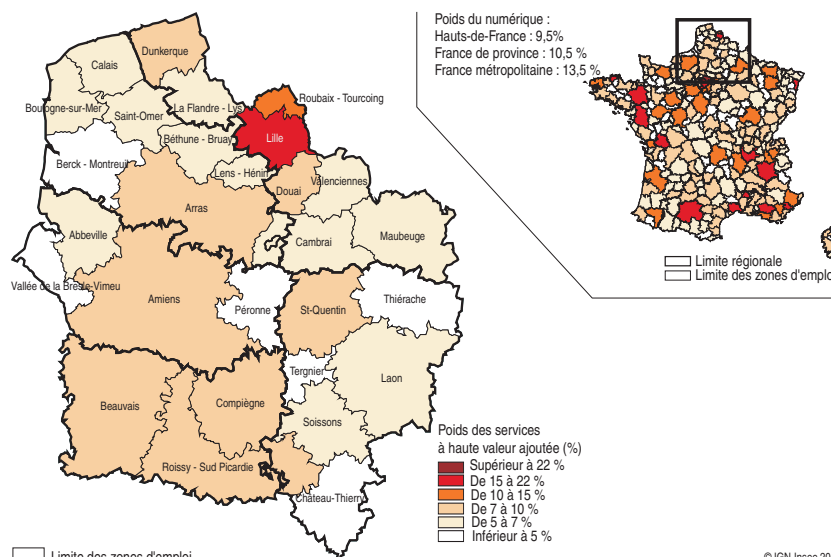
Les activités de services à haute valeur ajoutée se définissent comme l'ensemble des prestations intellectuelles à destination des entreprises ainsi que les sièges sociaux des grands groupes. Elles regroupent les activités « financières et d'assurance », « immobilières », « spécialisées, scientifiques et techniques », « d'information et de communication ». Au centre de l'économie de la connaissance, ces services apparaissent comme un des moteurs du développement économique.

Des activités moins développées dans les Hauts-de-France

Dans les Hauts-de-France, 176 000 personnes travaillent dans les services à haute valeur ajoutée, soit 9,5 % des effectifs salariés régionaux ce qui place la région au 8^e rang au niveau national. À ces salariés s'ajoutent 25 000 emplois non salariés, hors champ de cette étude (figure 1).

1 Des zones d'emploi disparates

Poids des services à haute valeur ajoutée dans l'économie des zones d'emploi



Source : Insee, Clap 2014.

En France, le nombre de salariés des activités de services à haute valeur ajoutée s'élève à 3 millions, soit 13,6 % des effectifs. 42 % sont concentrés en Île-de-France. La part des salariés travaillant dans les services à haute valeur ajoutée tombe ainsi à 10,5 % en France de province.

Un poids important des activités de « sièges sociaux, de contrôle et de gestion »

Les activités de « sièges sociaux de contrôle et de gestion » sont très présentes dans la région : elles concentrent une fois et demie plus d'emplois dans l'économie du territoire qu'en moyenne en province (12 % contre 7,6 %). À contrario, le poids des activités de « recherche-développement (R&D) » dans l'économie régionale est plus de moitié moins élevé qu'en France de province (2,5 % contre 5,8 %). L'emploi dans les activités de services à haute valeur ajoutée des Hauts-de-France se répartit à 41,8 % dans les activités « scientifiques et techniques », 40,5 % dans les activités « financières et immobilières » et 17,8 % dans les activités « d'informations et de communication ». Parmi ces activités,

trois sous-secteurs concentrent plus de 4 emplois sur 10, soit 76 000 salariés : les activités de « services financiers, hors assurance et caisse de retraite » (20 %), les activités de « sièges sociaux et de contrôle de gestion » (12 %) et les activités « d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques » (11,1 %) (figure 2).

Une offre très concentrée dans la MEL

En France, les activités de services à forte valeur ajoutée sont souvent exercées au sein de grands pôles régionaux. La Métropole européenne de Lille (MEL) tient ainsi une place prépondérante pour ce pan de l'économie régionale (encadré 2). Avec 83 000 salariés dans les services à haute valeur ajoutée, elle concentre près de la moitié des effectifs régionaux et le département du Nord près des deux tiers (62 %). Cette concentration est particulièrement marquée dans les activités « d'information et de communication » pour lesquelles deux salariés sur trois travaillent dans l'une des deux zones d'emploi de Lille et de Roubaix-Tourcoing.

Des territoires avec différentes spécificités

Avec 9,4 % des effectifs salariés dans les services à haute valeur ajoutée, Arras est la troisième zone d'emploi de la région selon le poids du secteur. Elle reste cependant en retrait, par rapport aux zones de Lille et Roubaix-Tourcoing, en volume d'emploi généré par ce type d'activités (7 800 salariés). Ce territoire se caractérise par la forte présence d'activités financières et immobilières qui polarisent sur un nombre restreint d'établissements 63 % des salariés des services à haute valeur ajoutée de la zone, contre 40,5 % en moyenne régionale (encadré 1).

La zone d'emploi d'Amiens offre près de 11 000 emplois salariés dans les activités de services à haute valeur ajoutée, soit 8 % des effectifs de ce secteur. La répartition sectorielle de ces emplois se différencie peu de la moyenne régionale.

D'autres territoires sont plus spécialisés dans les activités scientifiques et techniques. Les zones de Dunkerque, Valenciennes, Compiègne et Roissy - Sud Picardie affichent ainsi une surreprésentation des activités « d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques ».

2 Plus d'activités liées aux sièges sociaux et moins d'activités scientifiques et techniques

Comparaison Hauts-de-France/France de province (HdF)/(Fp)

Catégories d'activités	Secteurs d'activités	Hauts-de-France		Fp		Indice de spécificité* (HdF/Fp)
		Nombre d'établissements (employeurs)	Effectifs salariés	Poids dans les SHVA %		
Activités financières et d'assurance, immobilières	64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	3 819	35 225	20,0	18,0	1,10
	65 Assurance	552	8 659	4,9	5,9	0,83
	66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	2 114	10 730	6,1	4,9	1,24
	68 Activités immobilières	2 280	16 713	9,5	8,8	1,08
Activités spécialisées scientifiques et techniques	69 Activités juridiques et comptables	2 451	17 501	9,9	11,0	0,94
	70 Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	2 131	21 228	12,0	7,6	1,58
	71 Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	2 439	19 554	11,0	14,0	0,80
	72 Recherche-développement scientifique	127	4 466	2,5	5,8	0,43
	73 Publicité et études de marché	608	7 546	4,3	3,5	1,23
	74 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	422	2 029	1,2	1,3	0,92
Information et communication	75 Activités vétérinaires	404	1 432	0,8	0,9	0,89
	58 Édition	321	3 790	2,2	2,8	0,79
	59 Production films cinéma, vidéo et programmes TV ; enregistrement sonore et édition musicale	199	1 326	0,8	0,8	1,00
	60 Programmation et diffusion	67	694	0,4	0,5	0,80
	61 Télécommunications	172	6 453	3,7	4,3	0,86
	62 Programmation, conseil et autres activités informatiques	947	14 721	8,4	8,8	0,95
Sous-total	63 Services d'information	167	4 121	2,3	1,5	1,53
	Activités financières et d'assurance, immobilières	8 765	71 327	41,0	38,0	1,07
	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	8 582	73 756	42,0	44,0	0,96
Total	Information et communication	1 873	31 105	18,0	19,0	0,95
Total		19 220	176 188	100,0	100,0	1,00

* L'indice de spécificité est conçu comme le rapport de l'emploi généré par les services à haute valeur ajoutée (SHVA) dans l'ensemble de l'emploi régional et de l'emploi des SHVA dans l'ensemble de l'emploi de province. Si l'indice est > 1, cela signifie que la région concentre une part plus importante d'emploi dans ce secteur d'activité qu'en France de province et inversement si l'indice est < 1.

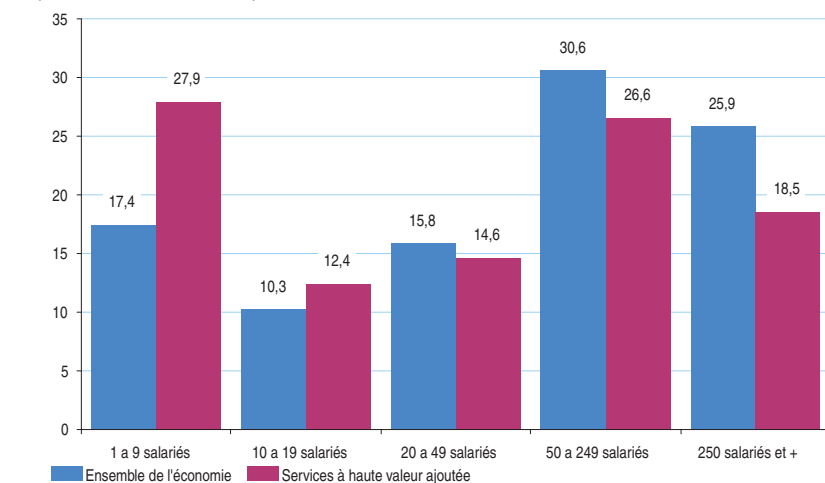
Source : Insee - Clap 2014.

Encadré 1 : un rôle important des établissements de petite taille

La région des Hauts-de-France compte plus de 19 000 établissements de services à haute valeur ajoutée qui emploient 176 000 salariés. Comparativement à l'ensemble de l'économie, ces salariés sont plus fortement concentrés dans des établissements de petites tailles : 27,9 % travaillent dans des établissements de moins de dix salariés et seulement 18,5 % dans des établissements de plus de deux cent cinquante contre respectivement 17,4 % et 25,9 % au niveau régional. Ce constat se vérifie particulièrement pour les établissements liés aux activités financières, d'assurance, juridiques, comptables ou vétérinaires.

3 Des effectifs plus souvent concentrés dans des établissements de petites tailles

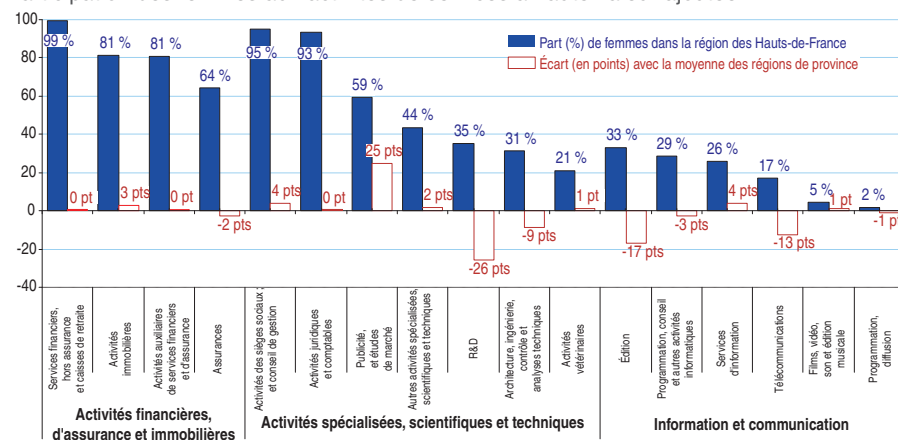
Répartition des salariés par taille d'établissement - Hauts-de-France



Source : Insee - Clap 2014.

4 Une relative sous-représentation de femmes dans les activités peu présentes dans la région

Participation des femmes aux activités de services à haute valeur ajoutée



Note de lecture : dans les Hauts-de-France, 59 % des salariés du secteur de la publicité et des études de marché sont des femmes. C'est 25 points de plus qu'en moyenne France de province.

Source : Insee, recensement de la population 2013, exploitation complémentaire au lieu de travail.

Elles concentrent un quart des effectifs régionaux du secteur, soit près de 5 000 salariés. Par ailleurs, Compiègne et Roissy-Sud Picardie accueillent de nombreux établissements spécialisés dans la recherche et le développement scientifique, cumulant 1 200 salariés, soit un quart des effectifs de R&D de la région.

Des emplois en hausse dans les espaces urbains du Nord et du Pas-de-Calais

Le secteur des services à haute valeur ajoutée est relativement dynamique sur le plan de l'emploi. Entre 2009 et 2014 les effectifs salariés ont augmenté de 3 % alors qu'ils ont diminué de 2 % dans l'ensemble

de l'économie régionale. Cette évolution est principalement portée par les territoires urbains, notamment ceux situés dans les départements du Nord (+ 4,6 %) et du Pas-de-Calais (+ 5,4 %). Le nombre d'emplois du secteur est resté stable dans l'Oise, mais a reculé dans la Somme (- 2,3 %) et dans l'Aisne (- 4,8 %).

Toutes les branches d'activités des services à haute valeur ajoutée n'ont pas crû au même rythme. Ce dynamisme tient plus particulièrement « aux activités auxiliaires de services financiers » (+ 21 %), « de sièges sociaux » (+ 11 %) ou « de programmation, de conseil et autres activités informatiques » (+ 28 %). A contrario, certains secteurs

connaissent une stagnation voire une baisse de leurs effectifs : c'est le cas « des télécommunications » (- 13 %) notamment en raison de forts gains de productivité. En parallèle, on observe un changement de portage dans le domaine de la télécommunication où les effectifs des activités « filaires » et « sans fil » diminuent au profit d'autres activités, notamment satellitaires.

Des salariés plus diplômés, plus jeunes et plus masculins

Secteur comprenant de nombreux emplois métropolitains supérieurs et stratégiques, le niveau de qualification général des salariés des services à haute valeur ajoutée est plus élevé qu'en moyenne dans l'ensemble de l'économie régionale. Ainsi, la part des cadres des services à haute valeur ajoutée (30 %) est très supérieure à celle observée dans les autres secteurs (13 %). Le même phénomène existe pour les professions intermédiaires, mais de façon moins marquée (34 % contre 27 %). Sans surprise les diplômés du supérieur constituent la majorité des actifs du secteur, soit 57 % contre 33 % pour l'ensemble des actifs occupés des Hauts-de-France. Cette surreprésentation des emplois hautement qualifiés des services à haute valeur ajoutée de la région reste toutefois moins forte qu'au niveau national.

Secteur en mutation rapide, qui suit les évolutions des technologies, les salariés sont généralement plus jeunes qu'en moyenne dans la région : 44 % ont entre 25 et 39 ans, soit 6 points de plus que dans l'ensemble des secteurs. Cette proportion est plus élevée dans les activités « d'information et de communication » (48 %) et moins dans les activités financières (41 %). Tous secteurs confondus, la répartition par genre des salariés est relativement équilibrée en France et dans les Hauts-de-France. C'est aussi le cas dans les activités services à haute valeur ajoutée pris dans leur globalité. Cependant, la part des femmes varie sensiblement selon la nature des activités. Elles sont notamment sous-représentées dans les activités peu présentes dans la région telles que la R&D, « l'édition » ou « les télécommunications ». À l'inverse, le taux de féminisation est supérieur à la moyenne de France de province dans les secteurs bien implantés tels que « la publicité », « les sièges sociaux » et « les services d'information » (figure 4).

Encadré 2 : La MEL : un poids des services à haute valeur ajoutée inférieur à celui de la plupart des métropoles de taille équivalente

Avec près de 1 130 000 habitants, la MEL est la 3^e métropole de France de province d'un point de vue démographique. C'est aussi le rang qu'elle occupe pour le nombre d'emplois salariés des activités de services à haute valeur ajoutée, soit 83 000. La MEL se situe cependant au 7^e rang (au niveau de Bordeaux et Strasbourg) en ce qui concerne le poids des activités de service à haute valeur ajoutée dans l'ensemble de l'emploi salarié de la métropole (17 %). Elle est relativement bien positionnée concernant les activités « financières », « d'assurance » et « des sièges sociaux », mais moins pour les activités « scientifiques et techniques » (figures 5 et 6).

Plus d'activités liées aux sièges sociaux et aux activités financières.

Comparativement aux autres métropoles, les activités « de sièges sociaux et de contrôle de gestion » sont surreprésentées dans la MEL. Ces activités concentrent 2,9 % de l'ensemble des salariés de la zone : c'est plus que Toulouse (1,4 %) et Lyon (1,9 %) et 4 à 5 fois plus que les métropoles de Nancy ou Strasbourg. La métropole compte de nombreux sièges sociaux de grands groupes (Décathlon, Auchan, Castorama, Camaieu...) dont plusieurs sont originaires de la région. Ce territoire profite également de sa situation géographique privilégiée et d'une bonne desserte multimodale qui le place à moins de 350 km de nombreux centres de décisions européens (Paris, Londres, Bruxelles, Anvers, Amsterdam, Luxembourg...). La présence de « hubs » aéroportuaires (Lesquin, Roissy Charles de Gaulle, Bruxelles National-Zaventem) ainsi qu'un réseau autoroutier (A1, A22, A25, A27) et ferroviaire (métro, TGV) développé assurent ainsi un maillage efficace du territoire.

Les activités financières (banque, assurances...) de la métropole lilloise sont également très présentes. Elles occupent 25 600 personnes, soit 5,2 % de l'emploi de la zone. Seules les métropoles de Brest (6 %), Nantes (5,4 %) et Strasbourg (5,3 %) atteignent ce taux de spécificité mais, eu égard à leur « taille », leur volume d'emplois reste deux fois moindre.

Un déficit d'activités scientifiques et techniques

À l'instar de la région, la métropole Lilloise se différencie de la plupart des autres métropoles par un déficit d'activités de R&D et d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques. Ces secteurs représentent 1,9 % de l'activité globale de la métropole ce qui situe la zone à l'antépénultième rang des métropoles (devant Rouen et Nice). Le poids de ces secteurs est particulièrement important dans les zones de Grenoble (7,3 %) et de Toulouse (7 %).

5 Un poids des services à haute valeur ajoutée au sein de la MEL relativement moins important que pour les métropoles de taille équivalente

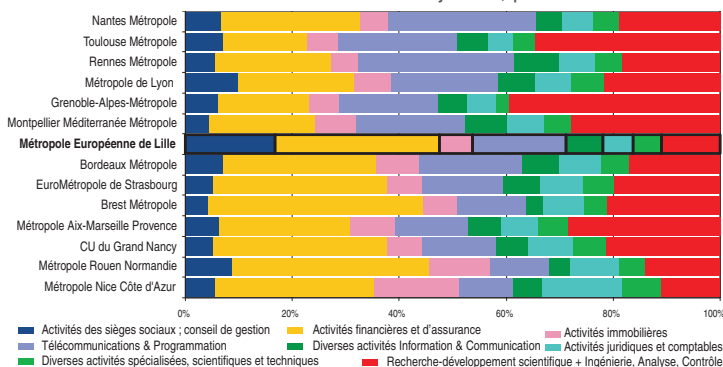
Effectifs des services à haute valeur ajoutée des métropoles

Métropoles	Population 2013	Effectifs salariés	Poids dans l'emploi total
Nantes Métropole	609 198	64 714	20,9
Toulouse Métropole	734 944	79 901	20,3
Rennes Métropole	426 502	42 852	19,7
Métropole de Lyon	1 336 994	127 068	19,6
Grenoble-Alpes-Métropole	442 772	37 491	18,6
Montpellier Méditerranée Métropole	441 888	34 650	18,2
Métropole Européenne de Lille	1 129 061	83 081	17,1
Bordeaux Métropole	749 595	60 289	16,9
EuroMétropole de Strasbourg	475 904	37 701	16,5
Brest Métropole	207 210	12 077	14,9
Métropole Aix-Marseille Provence	1 849 088	97 445	14,3
Communauté Urbaine du Grand Nancy	254 074	17 247	13,9
Métropole Rouen Normandie	488 906	25 313	12,2
Métropole Nice Côte d'Azur	536 327	20 758	10,7

Source : Insee - Clap 2014 et Recensement de la population 2013.

6 Un positionnement de la MEL plus proche de métropoles au poids démographique moindre

Répartition des activités de services à haute valeur ajoutée, par secteur



Source : Insee - Clap 2014.

Sources

CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) est chargée de localiser l'activité économique au travers des effectifs. Cette source n'est pas conçue pour des comparaisons pluriannuelles, en particulier sur des champs d'activités ou géographiques restreints. Néanmoins, un important travail d'expertise a été réalisé sur l'ensemble des établissements de la région de plus de 200 salariés afin de donner les principales tendances.

RP (Recensement de la population) permet d'étudier les caractéristiques des actifs (salariés et non salariés) qui occupent un emploi dans la région, qu'ils y résident ou non.

La zone d'emploi (ZE) est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Il définit des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoires pour la mise en œuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux.

Insee Hauts-de-France
130 avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769
59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :
Jean-Christophe Fanouillet

Rédactrice en chef :
Nadine Lhuillier

Référent étude qualité :
Nathalie Delattre

ISSN 2493-1292
ISSN en ligne 2492-4253
© Insee 2017

Crédits photos :
© Laurent Ghesquière
© Anaïs Gadeau

Pour en savoir plus

- Cuchère E., Terra S., « Une région jeune qui dispose d'un potentiel pour faire face à ses défis », *Insee Analyses Hauts-de-France*, n° 46, mars 2017.
- Baron G., Mierlot J.M., « Les emplois des activités numériques portés par la dynamique de la métropole lilloise », *Insee Analyses Hauts-de-France*, n° 56, août 2017.

